



Treaty Series No. 46 (1939)

International Sanitary Convention

modifying the International Sanitary Convention
of June 21, 1926

[With Procès-Verbal of Ratification, &c.]

Paris, October 31, 1938

[His Majesty's ratification in respect of the United Kingdom deposited at Paris
on May 26, 1939]

*Presented by the Secretary of State for Foreign Affairs
to Parliament by Command of His Majesty*

LONDON

PRINTED AND PUBLISHED BY HIS MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

To be purchased directly from H.M. STATIONERY OFFICE at the following addresses:
York House, Kingsway, London, W.C.2; 120 George Street, Edinburgh 2;
26 York Street, Manchester 1; 1 St. Andrew's Crescent, Cardiff;
80 Chichester Street, Belfast;
or through any bookseller

1939

Price 4*d.* net

Cmd. 6114

INTERNATIONAL SANITARY CONVENTION MODIFYING THE
INTERNATIONAL SANITARY CONVENTION OF JUNE 21,
1926, WITH PROCÈS-VERBAL OF RATIFICATION, &C.

Paris, October 31, 1938.

CONVENTION PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION SANITAIRE
INTERNATIONALE DU 21 JUIN 1926.⁽¹⁾

Signée à Paris le 31 octobre 1938.

LE Chancelier du Reich Allemand, le Président de la République Dominicaine, Sa Majesté le Roi d'Égypte, le Président des États-Unis d'Amérique, le Président de la République Française, Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, Sa Majesté le Roi des Hellènes, Sa Majesté le Roi d'Italie, Empereur d'Éthiopie, Sa Majesté l'Empereur du Japon, Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, Sa Majesté le Roi de Roumanie, le Conseil Fédéral Suisse;

Considérant que le régime du Conseil sanitaire maritime et quarantenaire d'Égypte ne correspond pas à l'état des institutions sanitaires de l'Égypte et qu'il y a lieu, en conséquence, d'y mettre fin et d'apporter à certaines dispositions de la Convention sanitaire internationale signée à Paris le 21 juin 1926 les modifications qu'entraîne la suppression dudit Conseil;

Considérant, d'autre part, qu'il y a lieu de préciser dans la Convention le rôle de l'Office International d'Hygiène publique comme Conseil technique consultatif sur l'interprétation et l'application des conventions sanitaires internationales;

Ont décidé de conclure une Convention à cet effet et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Le Chancelier du Reich Allemand:

M. le Professeur Dr. Reiter, Président de l'Office de la Santé publique du Reich, Délégué au Comité Permanent de l'Office International d'Hygiène publique;

M. le Dr. Haubold, Conseiller de Gouvernement.

Le Président de la République Dominicaine:

M. le Dr. Ramon S. Lovaton, Attaché sanitaire à la Légation à Paris.

Sa Majesté le Roi d'Égypte:

Son Excellence Abdel Fattah Yehia Pacha, Ministre des Affaires Étrangères;

⁽¹⁾ For translation see page 12.

Son Excellence Mahmoud Fakhri Pacha, Envoyé Extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris;

Son Excellence Hafez Afifi Pacha, ancien Ambassadeur à Londres, Délégué au Comité Permanent de l'Office International d'Hygiène publique;

Son Excellence Abdel Hamid Badaoui Pacha, Président du Comité du Contentieux de l'État et Conseiller Royal au Ministère des Affaires Étrangères.

Le Président des États-Unis d'Amérique :

Dr. Hugh S. Cumming, Surgeon-General (Ret.) U.S. Public Health Service, Délégué au Comité Permanent de l'Office International d'Hygiène publique.

Le Président de la République Française :

M. Georges Bonnet, Député, Ministre des Affaires Étrangères ;
Son Excellence M. Camille Barrère, Ambassadeur de France, Délégué au Comité Permanent de l'Office International d'Hygiène publique ;

M. Ernest Lagarde, Ministre plénipotentiaire, Sous-Directeur d'Afrique-Levant au Ministère des Affaires Étrangères ;

M. le Dr. G. Brouardel, Membre de l'Académie de Médecine.

Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des mers, Empereur des Indes :

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord :

Mr. Ronald Ian Campbell, C.B., C.M.G., Envoyé Extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris ;

Dr. Montagu Travers Morgan, M.D., M.C., Président du Comité Permanent de l'Office International d'Hygiène publique ;

Pour le Commonwealth d'Australie :

Dr. Frank McCallum, M.B., B.S., D.P.H., D.T.M. and H., Délégué au Comité Permanent de l'Office International d'Hygiène publique ;

Pour l'Inde :

Major-General Sir John Wallace Dick Megaw, K.C.I.E., I.M.S. (Ret.), Conseiller médical du Secrétaire d'État pour l'Inde.

Sa Majesté le Roi des Hellènes :

Son Excellence M. Nicolas Politis, Envoyé Extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris ;

M. le Dr. Tassos Katsoyannis, Directeur de l'Institut sanitaire de l'État, Délégué au Comité Permanent de l'Office International d'Hygiène publique.

Sa Majesté le Roi d'Italie, Empereur d'Éthiopie :

Son Excellence M. le Sénateur Professeur Comte Aldo Castellani, Délégué au Comité Permanent de l'Office International d'Hygiène publique ;

Son Excellence M. le Professeur Giovanni Petraghani, Préfet du Royaume, Directeur général de la Santé publique, Délégué au Comité Permanent de l'Office International d'Hygiène publique.

Sa Majesté l'Empereur du Japon :

M. Shoshiro Sato, Zyogoi, Secrétaire d'Ambassade de 1^{re} Classe.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas :

M. le Jonkheer J. Loudon, Ministre des Pays-Bas à Paris ;

M. le Dr. N. M. Josephus Jitta, Président du Conseil d'Hygiène, Président Honoraire du Comité Permanent de l'Office International d'Hygiène publique ;

M. le Dr. W. de Vogel, Délégué au Comité Permanent de l'Office International d'Hygiène publique.

Sa Majesté le Roi de Roumanie :

M. le Professeur Danielopolu, Délégué au Comité Permanent de l'Office International d'Hygiène publique.

Le Conseil fédéral suisse :

M. Jean Decroux, Secrétaire de Légation,

Lesquels, ayant déposé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE I.

Le Conseil sanitaire maritime et quarantenaire d'Égypte sera supprimé et les attributions en seront exercées par les autorités sanitaires égyptiennes, conformément aux dispositions de la Convention sanitaire internationale de 1926, telle qu'elle est modifiée par l'article II ci-après. Le transfert des services s'opérera trois mois après l'entrée en vigueur de la présente Convention.

ARTICLE II.

Sont abrogés les articles 68 et 70, ainsi que le Titre IV de la Convention sanitaire internationale de 1926.

Sont modifiés, comme suit, les articles 44, 69, 72, 73, 75, 77, 86, 88, 89, 95, 138, 139, 142, 144 et 151, ainsi que les intitulés du Titre II et de sa Section I, de ladite Convention :

Art. 44. Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à faire rédiger, par leurs administrations sanitaires, une instruction destinée

à mettre les capitaines des navires, surtout lorsqu'il n'y a pas de médecin à bord, en mesure d'appliquer les prescriptions contenues dans la présente Convention.

Le capitaine et le médecin du bord sont tenus de répondre à toutes les questions qui leur sont posées par l'autorité sanitaire en ce qui concerne les conditions sanitaires du navire pendant le voyage.

Lorsque le capitaine et le médecin affirment qu'il n'y a eu à bord, depuis le départ, ni cas de peste, de choléra, de fièvre jaune, de typhus exanthématique ou de variole, ni une mortalité insolite des rats, l'autorité sanitaire peut exiger d'eux une déclaration formelle ou sous serment.

Titre II.—Dispositions spéciales au Canal de Suez.

Section I.—Mesures à l'égard des navires ordinaires venant de Ports du Nord atteints et se présentant à l'entrée du Canal de Suez.

Art. 69. Les mesures auxquelles seront soumis les navires *infectés* ou *suspects* qui viennent d'un port, atteint de peste ou de choléra, situé en Europe ou sur les rives de la Méditerranée ou de la Mer Noire et qui désirent passer le Canal de Suez seront déterminées par l'autorité sanitaire égyptienne conformément aux stipulations de la présente Convention.

Art. 72. *Navires indemnes.*—Les navires indemnes sont libres de passer le Canal de Suez en quarantaine.

Art. 73. *Navires suspects.*—Les navires ayant à bord un médecin peuvent, si l'autorité sanitaire les considère comme présentant des garanties sanitaires suffisantes, être admis à passer le Canal de Suez en quarantaine, dans les conditions établies par les règlements d'exécution de la présente Convention pris par l'autorité sanitaire égyptienne.

Art. 75.—A l'époque du pèlerinage de La Mecque, si la peste ou le choléra sévit au Hedjaz, les navires provenant du Hedjaz ou de toute autre partie de la Côte arabique de la Mer Rouge, sans y avoir embarqué des pèlerins ou des groupes analogues, et qui n'ont pas eu à bord, durant la traversée, d'accident suspect, sont placés dans la catégorie des navires ordinaires suspects. Ils sont soumis aux mesures préventives et au traitement imposé à ces navires.

S'ils sont à destination de l'Égypte, ils peuvent être soumis, dans un établissement désigné par l'autorité sanitaire égyptienne, à une observation de cinq jours pour le choléra et de six jours pour la peste, à compter de l'embarquement. Ils sont soumis, en outre, à toutes les mesures prescrites pour les navires suspects (désinfection, &c.), et ne sont admis à la libre pratique qu'après visite médicale favorable.

Il est entendu que, si les navires, durant la traversée, ont eu des accidents suspects, l'observation pourra être imposée aux Sources de Moïse et sera de cinq jours pour le choléra et de six jours pour la peste.

Art. 77. Le permis de passage en quarantaine dans le Canal de Suez sera accordé par l'autorité sanitaire du port de Suez.

Art. 86. Lorsqu'il est indispensable, pour les navires transitant en quarantaine, de prendre du charbon ou du pétrole à Suez ou à Port-Saïd, ces navires doivent exécuter cette opération avec les garanties nécessaires d'isolement et de surveillance sanitaire qui seront indiquées par l'autorité sanitaire égyptienne. Pour les navires à bord desquels une surveillance efficace du charbonnage est possible et où tout contact avec les gens du bord peut être évité, le charbonnage par les ouvriers du port est autorisé. La nuit, le lieu de l'opération doit être efficacement éclairé à la lumière électrique.

Art. 88. Les navires de guerre ci-après déterminés bénéficient, pour le passage du Canal de Suez, des dispositions suivantes :

Ils sont reconnus indemnes par l'autorité quarantenaire sur la production d'un certificat émanant des médecins du bord, contresigné par le commandant, affirmant sous serment ou par déclaration formelle :

- (a) Qu'il n'y a eu à bord, soit au moment du départ, soit pendant la traversée, aucun cas de peste ou de choléra ;
- (b) Qu'une visite minutieuse de toutes les personnes existant à bord, sans exception, a été passée moins de douze heures avant l'arrivée dans le port égyptien et qu'elle n'a révélé aucun cas de ces maladies.

Ces navires sont exempts de la visite médicale et reçoivent immédiatement libre pratique.

Les navires de guerre suspects ou infectés seront soumis aux règlements en vigueur.

Ne sont considérés comme navires de guerre que les unités de combat. Les bateaux-transport et les navires-hôpitaux rentrent dans la catégorie des navires ordinaires.

Art. 89. En cas d'arrêt de navires en quarantaine, le Gouvernement égyptien facilitera le transit à travers le territoire égyptien, par voie ferrée dans des trains quarantentaires, des malles postales et des passagers ordinaires venant de pays contaminés.

Art. 95. Les navires à pèlerins faisant le cabotage dans la Mer Rouge, destinés aux transports de courte durée, dits "voyages au cabotage," sont soumis aux prescriptions contenues dans des règlements spéciaux promulgués par les pays d'origine ou les pays de destination. Ces règlements seront communiqués aux États intéressés, ainsi qu'à l'Office International d'Hygiène publique.

Art. 138. Les agents des compagnies de navigation et les capitaines sont prévenus qu'après avoir fini leur observation à la station sanitaire d'El Tor, les pèlerins égyptiens seront seuls autorisés à quitter définitivement le navire pour rentrer ensuite dans leurs foyers.

Ne seront reconnus comme Égyptiens ou résidant en Égypte que les pèlerins porteurs d'une carte de résidence émanant d'une autorité égyptienne et conforme au modèle établi.

Les pèlerins non égyptiens ne peuvent, après avoir quitté El Tor, être débarqués dans un port égyptien, excepté par permission spéciale et sous les conditions imposées par l'autorité sanitaire égyptienne. En conséquence, les agents de navigation et les capitaines sont prévenus que le transbordement des pèlerins étrangers à l'Égypte, soit à El Tor, soit à Suez, à Port-Saïd ou à Alexandrie, est interdit sans autorisation spéciale pour chaque cas.

Les bateaux qui auraient à bord des pèlerins de nationalité non égyptienne suivront la condition de ces pèlerins et ne seront reçus dans aucun port égyptien de la Méditerranée.

Art. 139. Les pèlerins égyptiens subissent à El Tor, ou dans toute autre station désignée par l'autorité sanitaire égyptienne, une observation de trois jours au plus et une visite médicale, et, s'il y a lieu, la désinfection et la désinsectisation.

Art. 142. Si la présence de la peste ou du choléra n'est constatée ni au Hedjaz, ni au port d'où provient le navire, et ne l'a pas été au Hedjaz au cours du pèlerinage, le navire est soumis, à El Tor, aux règles instituées à Camaran pour les navires indemnes.

Les pèlerins sont débarqués; ils prennent une douche-lavage ou un bain de mer; leur linge sale ou la partie de leurs effets à usage et de leurs bagages qui peut être suspecte, d'après l'appréciation de l'autorité sanitaire, sont désinfectés. La durée de ces opérations ne doit pas dépasser soixante-douze heures.

Toutefois, un navire à pèlerins, s'il n'a pas eu de malades atteints de la peste ou du choléra en cours de route de Djeddah à Yambo et à El Tor, et si la visite médicale faite à El Tor après débarquement permet de constater qu'il ne contient pas de tels malades, peut être autorisé par l'autorité sanitaire égyptienne à passer en quarantaine le Canal de Suez, même la nuit, lorsque sont réunies les quatre conditions suivantes :

- (1) Le service médical est assuré à bord par un ou plusieurs médecins diplômés ou agréés;
- (2) Le navire est pourvu d'étuves à désinfection;
- (3) Il est établi que le nombre des pèlerins n'est pas supérieur à celui autorisé par les règlements du pèlerinage;
- (4) Le capitaine s'engage à se rendre directement dans le port qu'il indique comme sa prochaine escale.

La taxe sanitaire est la même que celle qu'auraient payée les pèlerins s'ils étaient restés trois jours en quarantaine.

Art. 144. Le transbordement des pèlerins est strictement interdit dans les ports égyptiens, excepté par permission spéciale et sous les conditions imposées par l'autorité sanitaire égyptienne.

Art. 151. Les Gouvernements de l'Égypte et de l'Arabie Saoudienne, ainsi que les Gouvernements de tous autres pays intéressés au pèlerinage, transmettront périodiquement et, le cas échéant, par les voies les plus rapides, à l'Office International d'Hygiène publique, dans les conditions prévues par la présente Convention, tous renseignements et informations sanitaires parvenus à leur

connaissance pendant la saison du pèlerinage sur la situation sanitaire dans les régions parcourues par les pèlerins. Ils adresseront, en outre, à l'Office International d'Hygiène publique un rapport annuel sur le pèlerinage.

L'Office International d'Hygiène publique transmettra, le plus tôt possible, à tous les pays intéressés les renseignements et informations ainsi que les rapports annuels visés à l'alinéa précédent.

ARTICLE III.

Est ajouté, au début du Titre V de la Convention sanitaire internationale de 1926, un article additionnel ainsi conçu :

Article additionnel. Les Hautes Parties Contractantes conviennent de reconnaître le Comité Permanent de l'Office International d'Hygiène publique comme Conseil technique consultatif sur l'interprétation et l'application des conventions sanitaires internationales et de demander l'avis de ce Comité, avant d'avoir recours à toute autre procédure, au cas où des difficultés s'élèveraient entre elles relativement à l'interprétation et l'application de la présente Convention.

ARTICLE IV.

La présente Convention portera la date de ce jour et demeurera ouverte pendant trois mois à la signature de tous les pays liés par les Conventions sanitaires internationales de 1926, de 1912 ou de 1903.

Ce délai écoulé, des copies certifiées conformes de la présente Convention, portant toutes les signatures y apposées, seront transmises le plus tôt possible par le Gouvernement de la République Française aux Gouvernements de tous les pays liés par les susdites conventions.

Après expiration dudit délai, tout pays lié par l'une des Conventions sanitaires internationales de 1926, de 1912 ou de 1903 pourra adhérer à la présente Convention, en adressant à cet effet une notification au Gouvernement de la République Française. Celui-ci avisera de chaque adhésion les Gouvernements de tous les pays liés par les conventions précitées, ainsi que l'Office International d'Hygiène publique.

ARTICLE V.

La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés à Paris aussitôt que faire se pourra. Le Gouvernement de la République Française informera les Gouvernements de tous les pays liés par les Conventions sanitaires internationales de 1926, de 1912 ou de 1903, ainsi que l'Office International d'Hygiène publique, de tout dépôt d'instruments de ratification.

ARTICLE VI.

Dès que quatre des États actuellement représentés au Conseil sanitaire maritime et quarantenaire d'Égypte auront déposé leurs

ratifications ou fait acte d'accession, le Gouvernement de la République Française en dressera procès-verbal, dont il transmettra des copies aux Gouvernements de tous les pays liés par les Conventions sanitaires internationales de 1926, de 1912 ou de 1908, ainsi qu'à l'Office International d'Hygiène publique. La présente Convention entrera en vigueur à la date dudit procès-verbal.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention.

Fait à Paris, le trente et un octobre mil neuf cent trente-huit, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives du Gouvernement de la République Française.

31. 10. 1938

(Translation.)
For Germany

Pour l'Allemagne

REITER.
HAUBOLD.

Pour la République Dominicaine For the Dominican Republic

LOVATON.

Pour l'Égypte

For Egypt

A. YEHIA.
FAKHRY.
H. AFIFI.
A. BADAOUI.

Pour les États-Unis d'Amérique For the United States of America

HUGH S. CUMMING.

Pour la France

For France ✓

GEORGES BONNET.
CAMILLE BARRÈRE.
E. LAGARDE.
GEORGES BROUARDEL.Pour la Grande-Bretagne et For Great Britain and Northern
l'Irlande du Nord IrelandRONALD CAMPBELL.
M. T. MORGAN.Pour le Commonwealth d'Australie For the Commonwealth of
Australia ✓

F. MACCALLUM.

Pour l'Inde

For India ✓

J. W. D. MEGAW.

- Pour la Grèce (Translation.)
For Greece
N. POLITIS.
T. KATZOYANNIS.
- Pour l'Italie For Italy
ALDO CASTELLANI DI CHISIMAJO.
GIOVANNI PETRAGNANI.
- Pour le Japon For Japan
SHOSHIRO SATO.
- Pour les Pays-Bas For the Netherlands
N. M. JOSEPHUS JITTA.
DE VOGEL.
- Pour la Roumanie For Roumania
DANIELOPOLU.
- Pour le Conseil Fédéral Suisse For the Swiss Federal Council
J. DECROUX.
- Ont signé dans le délai prévu par l'article IV et conformément aux dispositions dudit article, les Plénipotentiaires des pays ci-après :
- Pour la Pologne, le 3 novembre For Poland, November 3, 1938
1938
CHODZKO.
- Pour le Portugal, le 23 novembre For Portugal, November 23, 1938
1938
M. DE ANTAS DE OLIVEIRA.
- Pour le Grand-Duché de Luxem- For Luxemburg, November 26,
bourg, le 26 novembre 1938 1938
FORMAN.
- Pour la Principauté de Monaco, For Monaco, January 24, 1939
le 24 janvier 1939
C. BELLANDO DE CASTRO.
- Pour le Danemark, le 25 janvier For Denmark, January 25, 1939
1939
A. OLDENBURG.
- Pour le Brésil, le 26 janvier 1939 For Brazil, January 26, 1939
A. DE S. MACHADO GUIMARÃES.
- Pour l'Irlande, le 28 janvier 1939 For Eire, January 28, 1939
C. C. CREMIN.

(Translation.)

Pour la Tchéco-Slovaquie, le 28 janvier 1939 For Czecho-Slovakia, January 28, 1939
STÉFAN OSUSKY.

Pour la Suède, le 30 janvier 1939 For Sweden, January 30, 1939
EINAR HENNINGS.

Pour Haïti, le 30 janvier 1939 For Hayti, January 30, 1939
A. N. LÉGER.

Pour le Venezuela, le 30 janvier 1939 For Venezuela, January 30, 1939
JAIME PICON-FEBRES.

Pour la Hongrie, le 30 janvier 1939 For Hungary, January 30, 1939
KHUEN-HÉDERVARY.

Pour l'Albanie, le 31 janvier 1939 For Albania, January 31, 1939
MEHMED ABID.

Pour le Mexique, le 31 janvier 1939 For Mexico, January 31, 1939
N. BASSOLS.

Pour la Yougoslavie, le 31 janvier 1939 For Yugoslavia, January 31, 1939
BOJIDAR POURITCH.

(Translation.)

CONVENTION MODIFYING THE INTERNATIONAL SANITARY CONVENTION OF
JUNE 21, 1926.

Paris, October 31, 1938.

THE Chancellor of the German Reich, the President of the Dominican Republic, His Majesty the King of Egypt, the President of the United States of America, the President of the French Republic, His Majesty The King of Great Britain, Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, His Majesty the King of the Hellenes, His Majesty the King of Italy and Emperor of Ethiopia, His Majesty the Emperor of Japan, Her Majesty the Queen of the Netherlands, His Majesty the King of Roumania, the Swiss Federal Council;

Considering that the régime of the Sanitary, Maritime and Quarantine Board of Egypt is no longer in harmony with the state of the sanitary institutions of Egypt, and considering that it is necessary in consequence to abolish it and to make to certain provisions of the International Sanitary Convention signed at Paris on the 21st June, 1926,⁽²⁾ the modifications involved by the abolition of the said Board;

Considering, moreover, that it is necessary to define in the Convention the rôle of the Office International d'Hygiène publique as a technical consultative Council on the interpretation and application of international sanitary conventions;

Have decided to conclude a Convention to this effect and have named as their Plenipotentiaries:—

The Chancellor of the German Reich:

Professor Dr. Reiter, President of the Public Health Office of the Reich, Delegate to the Permanent Committee of the Office International d'Hygiène publique;
Dr. Haubold, Government Counsellor.

The President of the Dominican Republic:

Dr. Ramon S. Lovaton, Sanitary Attaché at the Legation at Paris.

His Majesty the King of Egypt:

His Excellency Abdel Fattah Yehia Pasha, Minister for Foreign Affairs;
His Excellency Mahmoud Fakhri Pasha, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Paris;

(²) "Treaty Series No. 22 (1928)," Cmd. 3207.

His Excellency Hafez Afifi Pasha, former Ambassador at London, Delegate to the Permanent Committee of the Office International d'Hygiène publique;

His Excellency Abdel Hamid Badaoui Pasha, President of the Comité du Contentieux de l'État, and Royal Counsellor of the Ministry for Foreign Affairs.

The President of the United States of America :

Dr. Hugh S. Cumming, Surgeon-General (Ret.) United States Public Health Service, Delegate to the Permanent Committee of the Office International d'Hygiène publique.

The President of the French Republic :

M. Georges Bonnet, Deputy, Minister for Foreign Affairs;
His Excellency M. Camille Barrère, Ambassador of France, Delegate to the Permanent Committee of the Office International d'Hygiène publique;

M. Ernest Lagarde, Minister Plenipotentiary, Sub-Director of the Africa-Levant Department at the Ministry for Foreign Affairs;

Dr. G. Brouardel, Member of the Academy of Medicine.

His Majesty The King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India :

For Great Britain and Northern Ireland :

Mr. Ronald Ian Campbell, C.B., C.M.G., Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Paris;

Dr. Montagu Travers Morgan, M.D., M.C., President of the Permanent Committee of the Office International d'Hygiène publique.

For the Commonwealth of Australia :

Dr. Frank McCallum, M.B., B.S., D.P.H., D.T.M. and H., Delegate to the Permanent Committee of the Office International d'Hygiène publique.

For India :

Major-General Sir John Wallace Dick Megaw, K.C.I.E., I.M.S. (Ret.), Medical Adviser to the Secretary of State for India.

His Majesty the King of the Hellenes :

His Excellency M. Nicolas Politis, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Paris;

Dr. Tassos Katsoyannis, Director of the State Sanitary Institute, Delegate to the Permanent Committee of the Office International d'Hygiène publique.

His Majesty the King of Italy, Emperor of Ethiopia :

His Excellency Senator Professor Count Aldo Castellani,
Delegate to the Permanent Committee of the Office International d'Hygiène publique ;

His Excellency Professor Giovanni Petraghiani, Prefect of the Kingdom, Director-General of Public Health, Delegate to the Permanent Committee of the Office International d'Hygiène publique.

His Majesty the Emperor of Japan :

Mr. Shoshiro Sato, Zyogoi, First Secretary.

Her Majesty the Queen of the Netherlands :

Jonkheer J. Loudon, Minister of the Netherlands at Paris ;
Dr. N. M. Josephus Jitta, President of the Council of Hygiene,
Honorary President of the Permanent Committee of the Office International d'Hygiène publique ;
Dr. W. de Vogel, Delegate to the Permanent Committee of the Office International d'Hygiène publique.

His Majesty the King of Roumania :

Professor Danielopolu, Delegate to the Permanent Committee of the Office International d'Hygiène publique.

The Swiss Federal Council :

M. Jean Decroux, Secretary of Legation,

Who, having deposited their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :—

ARTICLE I.

The Sanitary, Maritime and Quarantine Board of Egypt will be abolished, and its powers will be exercised by the Egyptian sanitary authorities in accordance with the provisions of the International Sanitary Convention of 1926, as modified by article II following. The transference of the services will take place three months after the entry into force of the present Convention.

ARTICLE II.

Articles 68 and 70 and Part IV of the International Sanitary Convention of 1926 are abrogated.

Articles 44, 69, 72, 73, 75, 77, 86, 88, 89, 95, 138, 139, 142, 144 and 151, as well as the headings of Part II and Section I of Part II of the said Convention, are modified as follows :—

Art. 44. The High Contracting Parties undertake to have drawn up by their sanitary authorities regulations which will enable captains of ships, especially when there is no doctor on board, to apply the provisions contained in this Convention.

The captain and the ship's doctor shall answer all questions that are put to them by the sanitary authority with regard to the health of the ship during the voyage.

When the captain and the doctor declare that there has not been any case of plague, cholera, yellow fever, typhus, or small-pox, or an unusual mortality among rats on the ship since the time of its departure, the sanitary authority may require them to make a formal declaration or a declaration under oath.

Part II.—*Special Provisions for the Suez Canal.*

Section I.—Measures regarding ordinary ships from infected northern ports on their arrival at the entrance to the Suez Canal.

Art. 69. The measures to be taken as regards *infected* or *suspected* ships from a European, Mediterranean or Black Sea port infected with plague or with cholera, wishing to pass through the Suez Canal, shall be determined by the Egyptian sanitary authority in accordance with the provisions of this Convention.

Art. 72. *Healthy Ships.*—Healthy ships may pass through the Suez Canal in quarantine.

Art. 73. *Suspected Ships.*—Suspected ships having a doctor on board and in the opinion of the sanitary authority presenting sufficient (sanitary) guarantees, may be allowed to pass through the Suez Canal in quarantine, subject to the regulations made by the Egyptian sanitary authority for the execution of the present Convention.

Art. 75. If, during the Mecca pilgrimage, plague or cholera is prevalent in the Hejaz, ships from the Hejaz, or from any other part of the Arabian coast of the Red Sea, that have not there taken on board any pilgrims or like collections of persons, and on which there has been no suspicious incident during the voyage, shall be classed as ordinary suspected ships. They shall be subjected to the preventive measures and the treatment prescribed for such ships.

If they are bound for Egypt, they may be required to undergo, at a sanitary station fixed by the Egyptian sanitary authority, observation for a period of five days in the case of cholera, and six days in the case of plague, reckoned from the date of embarkation. They shall, moreover, be subjected to all the measures prescribed for suspected ships (disinfection, &c.), and shall not be granted free pratique until after a favourable medical inspection.

It is to be understood that, if there have been suspicious incidents on board during the voyage, observation may be imposed at Moses' Wells, the period being five days in the case of cholera and six days in the case of plague.

Art. 77. Permission to pass through the Suez Canal in quarantine shall be granted by the port sanitary authority at Suez.

Art. 86. When it is absolutely necessary for ships passing in quarantine to coal or take oil at Suez or at Port Said, they shall do so subject to the measures of isolation and supervision required by the Egyptian sanitary authority. Coaling may be done by the labourers of the port in cases where effective supervision of this operation is possible on board, and when all contact with the crew can be avoided. At night the coaling place shall be efficiently lighted by electricity.

Art. 88. As regards the passage of the Suez Canal, ships of war as hereinafter specified shall enjoy the benefit of the following provisions:—

The quarantine authority shall accept them as healthy on production of a certificate signed by the ship's medical officers and countersigned by the captain, stating on oath or by a formal declaration—

- (a) That there has not been, either at the time of departure or during the voyage, a case of plague or of cholera on board;
- (b) That a careful examination of every person on board, without exception, has been made within twelve hours of arrival at the Egyptian port, and that no case of either of these diseases has been detected.

Such ships shall be exempt from medical inspection, and shall at once be given free pratique.

Infected or suspected ships of war shall be subject to the regulations in force.

Only fighting units shall be regarded as ships of war. Transports and hospital ships shall be classed as ordinary ships.

Art. 89. In the event of ships being detained in quarantine, the Egyptian Government may arrange the conveyance through Egyptian territory in quarantine trains of mails and ordinary passengers from infected countries.

Art. 95. Pilgrim ships that are coasters intended for short passages known as "coasting voyages" in the Red Sea shall be subject to the provisions of special regulations published by the country of origin or the country for which they are bound. These regulations shall be communicated to the States interested and to the Office International d'Hygiène publique.

Art. 138. Agents of shipping lines and captains of ships shall be warned that, on completion of the period of observation at Tor sanitary station, only Egyptian pilgrims shall be permitted to leave the ship definitely in order to return to their homes.

Only pilgrims with certificates of residence, issued by an Egyptian authority and made out in the form prescribed, shall be recognised as Egyptians or inhabitants of Egypt.

Non-Egyptian pilgrims may not, after leaving Tor, be disembarked at an Egyptian port except by special permission given under conditions specified by the sanitary authority in Egypt.

Agents of shipping lines and ships' captains shall therefore be warned that the transshipment of non-Egyptian pilgrims at Tor, Suez, Port Said or Alexandria is prohibited in the absence of special authorisation in each case.

Ships carrying pilgrims of non-Egyptian nationality shall be treated according to the rules for such pilgrims, and shall not be permitted to enter any Egyptian port in the Mediterranean.

Art. 139. Egyptian pilgrims shall undergo at Tor, or any other station fixed by the Egyptian sanitary authority, observation for a period of not more than three days and medical inspection, and, if necessary, disinfection and disinsectisation.

Art. 142. If it be not established that there is plague or cholera in the Hejaz or at the port whence the ship has come, or that either of these diseases has occurred in the Hejaz during the pilgrimage, the ship shall be subjected at Tor to the procedure prescribed for healthy ships at Kamaran.

The pilgrims shall be landed, they shall take a shower bath or bathe in the sea, their soiled linen and any portion of their personal effects or their baggage open, in the opinion of the sanitary authority, to suspicion shall be disinfected. The duration of these operations shall not exceed seventy-two hours.

Provided always that a pilgrim ship, if it has had no case of plague or of cholera during the voyage from Jeddah to Yambo and Tor, and if it be established by medical examination conducted at Tor after disembarkation that there is no such case, may be permitted by the Egyptian sanitary authority to pass through the Suez Canal in quarantine even by night, subject to the fulfilment of the four following conditions:—

(1) That the medical service on board is carried out by one or more qualified or approved doctors;

(2) That the ship is provided with disinfecting stoves;

(3) That it is proved that the number of pilgrims is not in excess of that permitted by the pilgrimage regulations;

(4) That the captain undertakes to sail direct to the port which he indicates as his next port of call.

The sanitary tax shall be the same as that which would be paid by pilgrims if they had remained three days in quarantine.

Art. 144. Transshipment of pilgrims at Egyptian ports is strictly prohibited, except by special permission and under conditions imposed by the Egyptian sanitary authority.

Art. 151. The Governments of Egypt and Saudi Arabia, and the Governments of all other countries interested in the pilgrimage, shall transmit to the Office International d'Hygiène publique, in the manner laid down in this Convention, periodically and, if necessary, by the most rapid means, all sanitary information and particulars collected by them during the pilgrimage season concerning the sanitary condition of the countries through which the pilgrims pass.

They shall also compile an annual report on the pilgrimage for the Office International d'Hygiène publique.

The Office International d'Hygiène publique shall transmit, as soon as possible, to all countries interested, the information and particulars and also the annual reports mentioned in the preceding paragraph.

ARTICLE III.

At the beginning of Part V of the International Sanitary Convention of 1926, the following additional article is inserted :—

Additional Article.

The High Contracting Parties agree to recognise the Permanent Committee of the Office International d'Hygiène publique as a technical consultative Council on the interpretation and application of international sanitary conventions, and to consult this Committee before having recourse to any other procedure, in the event of difficulties arising between them with regard to the interpretation and application of this Convention.

ARTICLE IV.

This Convention shall bear to-day's date and shall for three months be open for signature by all countries parties to the International Sanitary Conventions of 1926,⁽³⁾ 1912⁽⁴⁾ and 1903.⁽⁵⁾

When this period has elapsed, certified copies of the Convention, bearing all the signatures, will be transmitted as quickly as possible by the Government of the French Republic to the Governments of all countries parties to the said conventions.

After the expiration of the above-mentioned period, any country party to one or other of the International Sanitary Conventions of 1926, 1912 or 1903 may accede to this Convention by means of a notification to the Government of the French Republic. The Government of the French Republic will notify each accession to the Governments of all countries parties to the said conventions and to the Office International d'Hygiène publique.

ARTICLE V.

This Convention shall be ratified and the instruments of ratification deposited in Paris as soon as possible. The Government of the French Republic will inform the Governments of all countries parties to the International Sanitary Conventions of 1926, 1912 and 1903, as well as the Office International d'Hygiène publique, of each deposit of ratification.

⁽³⁾ "Treaty Series No. 22 (1928)," Cmd. 3207.

⁽⁴⁾ "Treaty Series No. 2 (1921)," Cmd. 1117.

⁽⁵⁾ "Treaty Series No. 27 (1907)," Cd. 3730.

ARTICLE VI.

As soon as four of the States at present represented on the Sanitary, Maritime and Quarantine Board of Egypt have deposited their ratifications or have acceded to the Convention, the Government of the French Republic shall draw up a *procès-verbal* to this effect and shall transmit copies to the Governments of all the countries parties to the Sanitary Conventions of 1926, 1912 and 1908, and to the Office International d'Hygiène publique. This Convention shall come into force as from the date of the said *procès-verbal*.

In witness whereof, the respective plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Paris, the 31st October, 1938, in a single copy, which shall be deposited in the archives of the Government of the French Republic.

[For Signatories see pages 9-11.]

Procès-Verbal constatant l'accession de la Belgique à la Convention portant modification de la Convention sanitaire internationale du 21 juin 1926, signée à Paris le 31 octobre 1938, et le dépôt des instruments des ratifications de l'Égypte, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie sur ladite Convention.

CONFORMÉMENT AUX dispositions de l'article 6 de la Convention portant modification de la Convention sanitaire internationale du 21 juin 1926, signée à Paris le 31 octobre 1938, les soussignés représentants :

de la Belgique,
de l'Égypte,
de la France,
de la Grande-Bretagne, et
de l'Italie

se sont présentés aujourd'hui au Ministère des Affaires Étrangères de la République française et ont, d'une part, pris connaissance de la lettre par laquelle, à la date du 5 juin 1939, Son Excellence l'Ambassadeur de Belgique a notifié l'accession de son pays à ladite Convention, d'autre part, constaté le dépôt aux archives du Gouvernement de la République des instruments des ratifications de Sa Majesté le Roi d'Égypte, de Monsieur le Président de la République française, de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de Sa Majesté le Roi d'Italie, Empereur d'Éthiopie, sur cet acte international.

En procédant à cette formalité, le représentant de l'Égypte, au nom de son Gouvernement, a renouvelé sa déclaration antérieure,

dont la teneur, consignée au procès-verbal constatant le dépôt de l'instrument des ratifications de Sa Majesté Farouk I^{er}, est, sur sa demande, insérée ci-après au présent procès-verbal :

“ Le Gouvernement égyptien tient à signaler que, tant à cause de leur nature que de l'absence dans leur texte d'une disposition relative à leur ratification, ni l'Acte Final ni la Déclaration y annexée ne doivent être ratifiés, et que, en conséquence, la ratification du Gouvernement égyptien porte uniquement sur la Convention elle-même.”

Fait à Paris le 24 juillet 1939.

Pour la Belgique :

(L.S.) C. DE RADIGUES.

Pour l'Égypte :

(L.S.) FAKHRY.

Pour la France :

(L.S.) G. BONNET.

Pour la Grande-Bretagne :

(L.S.) RONALD CAMPBELL.

Pour l'Italie :

(L.S.) G. CAPRANICA.

(Translation.)

Procès-Verbal establishing the accession of Belgium to the Convention modifying the International Sanitary Convention of June 21, 1926, signed at Paris on October 31, 1938; and the deposit of instruments of ratification of this Convention by Egypt, France, Great Britain and Italy.

PURSUANT to the provisions of Article 6 of the Convention modifying the International Sanitary Convention of the 21st June, 1926, signed at Paris on the 31st October, 1938, the undersigned representing Belgium, Egypt, France, Great Britain and Italy, assembled to-day at the Ministry for Foreign Affairs of the French Republic, have, on the one hand, taken note of the letter by which, under date of the 5th June, 1939, his Excellency the Belgian Ambassador has notified the accession of his country to the said Convention, and, on the other hand, established the deposit in the archives of the Government of the Republic of the instruments of ratification of His Majesty the King of Egypt, the President of the French Republic, His Majesty The King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and His Majesty the King of Italy, Emperor of Ethiopia, of this international Act.

In proceeding to this formality, the representative of Egypt, in the name of his Government, has renewed his former declaration, of which the terms, recorded in the *procès-verbal* establishing the deposit of the instrument of ratification of His Majesty King Farouk I, are, at his request, inserted below in the present *procès-verbal* :—

“The Egyptian Government desire to point out that, due to their nature as well as to the absence in their text of any provision for ratification, neither the Final Act nor the Declaration annexed to it need be ratified, and that, therefore, the ratification of the Egyptian Government applies only to the Convention itself.”

Done at Paris the 24th July, 1939.

For Belgium :

(L.S.) C. DE RADIGUES.

For Egypt :

(L.S.) FAKHRY.

For France :

(L.S.) G. BONNET.

For Great Britain :

(L.S.) RONALD CAMPBELL.

For Italy :

(L.S.) G. CAPRANICA.

547